Investisseurs qualifiés et institutionnels

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La définition

La distinction entre gestionnaires pour la clientèle de détail et gestionnaires A/I repose sur les catégories d'investisseurs définies à la section 4A du Securities and Futures Act (SFA, la loi sur les valeurs mobilières et les contrats à terme). La partie E, chapitre I, expose en détail cette définition et son histoire. Pour les besoins du présent chapitre, ses éléments principaux suffisent. Une personne physique est un investisseur qualifié (accredited investor) lorsque son patrimoine personnel net dépasse 2 millions de S$, la valeur nette de sa résidence principale pouvant y contribuer à hauteur de 1 million de S$ au plus, lorsque ses actifs financiers nets dépassent 1 million de S$ ou lorsque ses revenus des douze mois précédents atteignent au moins 300 000 S$. Une personne morale est un investisseur qualifié lorsque son actif net dépasse 10 millions de S$.[1] Les investisseurs institutionnels sont principalement les banques, les assureurs, les intermédiaires titulaires d'une licence, les fonds de pension, les organismes publics et les autres contreparties professionnelles énumérées dans la loi.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) a précisé deux points qui comptent pour les gestionnaires d'actifs. Les actifs financiers détenus auprès d'autres établissements peuvent être pris en compte si la société a pris des mesures raisonnables pour les vérifier. Les passifs liés comprennent les comptes sur marge et les lignes de crédit qui financent le portefeuille.[2] Il appartient toujours à la société de confirmer que le client répond à la définition légale avant de se prévaloir d'une exemption.

Le régime d'adhésion (opt-in)

Depuis les réformes entrées en vigueur en 2018 et 2019, la fortune seule ne fait plus d'un client un investisseur qualifié. Le client doit en outre y adhérer expressément (opt-in). Les Securities and Futures (Classes of Investors) Regulations 2018, publiées le 8 octobre 2018, devaient mettre en œuvre le régime d'adhésion le 8 janvier 2019. À la demande du secteur, la MAS a prolongé la période transitoire de trois mois. Les établissements avaient jusqu'au 7 avril 2019 pour offrir à leurs clients existants la possibilité de renoncer à ce statut (opt-out). Les nouveaux clients entrés en relation à partir du 8 avril 2019 devaient y adhérer expressément. Les clients existants qui n'avaient pas renoncé pouvaient être traités comme des investisseurs qualifiés jusqu'au 8 juillet 2020, date après laquelle leur adhésion était également requise.[3] Une personne qui atteint les seuils financiers mais n'adhère pas reste un client de détail et ne peut pas être servie par un gestionnaire A/I.

La banque privée ou le gérant de fortune indépendant a donc besoin de deux éléments pour chaque client : la preuve que les seuils sont atteints et le consentement du client à être traité comme investisseur qualifié au sens du règlement 3(3) des Regulations. La société doit également vérifier que le client continue d'atteindre les seuils et revoir périodiquement les comptes.[4] Une forte baisse des marchés peut ainsi modifier le statut d'un client dont la fortune était proche du seuil.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Ce que le statut signifie pour le gestionnaire

Le statut du client détermine la catégorie de licence du gestionnaire. Un gestionnaire A/I ne peut servir que des investisseurs qualifiés. Une exception étroite lui permet de gérer les fonds de ses propres professionnels de l'investissement, c'est-à-dire des collaborateurs chargés de la gestion de portefeuille, de la recherche ou de la négociation, même s'ils n'atteignent pas les seuils applicables aux investisseurs qualifiés. Leur participation doit être volontaire et documentée, et ils doivent reconnaître par écrit qu'ils ne bénéficient pas des garanties accordées aux investisseurs de détail.[5]

Cette exception ne dispense pas des règles sur les offres de placements. Un gestionnaire A/I qui offre ses fonds à ces collaborateurs doit tout de même se prévaloir d'une exemption de l'obligation de prospectus. Selon la MAS, il s'agit notamment de l'exemption pour les offres de faible montant, jusqu'à 5 millions de S$ sur douze mois, prévue à la section 302B, de l'exemption pour placement privé auprès de 50 personnes au plus sur douze mois prévue à la section 302C et du régime des placements collectifs à diffusion restreinte (restricted schemes) prévu à la section 305.[6] Cette articulation illustre un trait général du régime singapourien. Les règles de licence déterminent qui peut gérer les fonds, tandis que les règles sur les offres déterminent comment un fonds peut être distribué. Un gestionnaire doit satisfaire aux unes comme aux autres.

Des règles allégées, des obligations réelles

Ne servir que des investisseurs qualifiés et institutionnels allège la charge réglementaire. Un gestionnaire A/I a besoin de moins de capital et de moins de personnel et, en dessous de 1 milliard de S$ d'actifs, d'une structure de conformité plus légère qu'un gestionnaire pour la clientèle de détail, comme le montrent les sections suivantes. Il n'échappe pas pour autant aux obligations essentielles : garde indépendante, évaluation indépendante, audit annuel, information, gestion des conflits d'intérêts et contrôles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux. Cette politique repose sur l'hypothèse que les investisseurs fortunés et professionnels peuvent évaluer eux-mêmes les risques, tout en méritant d'être protégés contre les

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

pertes dues à un détournement, à une évaluation erronée ou à des conflits d'intérêts dissimulés. La partie E, chapitre I, rappelle l'épisode des Lehman Minibonds, qui a montré ce qui est en jeu lorsque des produits complexes parviennent à des investisseurs incapables de les apprécier.

Notes

1. Securities and Futures Act 2001, section 4A(1)(a)(i)(A)–(C) : patrimoine personnel net supérieur à 2 millions de S$, actifs financiers (déduction faite des passifs liés) supérieurs à 1 million de S$, revenus des 12 mois précédents d'au moins 300 000 S$; section 4A(1)(a)(ii) : une personne morale dont l'actif net dépasse 10 millions de S$; section 4A(1A) : la résidence principale est prise en compte pour sa valeur nette des facilités de crédit garanties, plafonnée à 1 million de S$; texte tel que compilé sur lawplayer.com à partir de la source officielle, synchronisé le 2 août 2026. ↩

2. Monetary Authority of Singapore, *FAQs on the Definition of Accredited Investor and Opt-In Process* (2019), Q1–Q2 : les actifs détenus auprès de tiers peuvent être inclus si l'établissement financier a procédé à des vérifications raisonnables ; les « related liabilities » comprennent un compte sur marge et les lignes de crédit contractées pour financer un portefeuille de placements. ↩

3. Monetary Authority of Singapore, *FAQs on the Definition of Accredited Investor and Opt-In Process* (2019), Q4 : les Regulations ont été publiées le 8 octobre 2018 et entrent en vigueur le 8 janvier 2019 ; les établissements financiers ont jusqu'au 7 avril 2019 pour offrir à leurs clients existants la possibilité de renoncer au statut ; « There will be no further extension after 7 April 2019 » ; Q8 : l'adhésion expresse n'est requise que pour les clients investisseurs qualifiés entrés en relation à partir du 8 avril 2019 ; Q11–Q12 : les clients existants qui ne renoncent pas peuvent être traités comme investisseurs qualifiés jusqu'au 8 juillet 2020, date après laquelle leur adhésion est requise. ↩

4. Monetary Authority of Singapore, *FAQs on the Definition of Accredited Investor and Opt-In Process* (2019), Q5 : les établissements financiers servant des

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

investisseurs qualifiés « are expected to monitor if an investor continues to meet AI thresholds and to have processes in place for periodic account reviews » ; Q9–Q10 sur le consentement du client au sens du règlement 3(3) des Regulations. ↩

5. MAS Guidelines SFA 04-G05, par. 2.2.2–2.2.3 et note de bas de page 1 : les « investment professionals » sont les personnes chargées de la gestion de portefeuille, de la recherche ou de la négociation ; les garanties comprennent la tenue de registres, la participation volontaire et une reconnaissance écrite par laquelle l'investisseur admet qu'il « would not be accorded the regulatory safeguards as a retail investor ». ↩
6. MAS, *FAQs on the Licensing of Fund Management Companies*, dernière mise à jour en juin 2026, Q16 : les FMC A/I peuvent se prévaloir de la section 302B (offres de faible montant ne dépassant pas 5 millions de dollars sur toute période de 12 mois), de la section 302C (placements privés auprès de 50 personnes au plus sur toute période de 12 mois) ou de l'exclusion prévue à la section 305 pour les restricted schemes. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.